

Il a combattu l'assertion de M. McDougall, qui prétendait que la province de Québec était sur le bord de la banqueroute. Les accusations portées contre le clergé catholique de la Rivière-Rouge ne sont nullement prouvées, et il a éloquemment fait valoir les droits des *Métis*, qui ne sont pas une race inférieure et doivent être traités comme les autres sujets de Sa Majesté.

## LES DELEGUES.

Mardi, 3 mai.—La séance, quoique courte, ne fut pas sans intérêt. MM. Mackenzie et McDougall reprochèrent violemment au gouvernement d'avoir reçu les délégués du Nord-Ouest, notamment M. Scott et l'abbé Ritchot. L'attaque fut surtout brutale contre M. Cartier, qui, paraît-il, avait admis à sa table MM. Scott et Ritchot, qualifiés très grossièrement, le premier par M. Mackenzie et le second par M. McDougall. La réplique ne se fit pas attendre.

« Sir George dit qu'il n'eut jamais cru voir l'hon. député de Lanark s'abaisser jusqu'à répéter les expressions grossières d'un journal fanatique. C'est là d'ailleurs l'un des désagréments du métier. Il témoigne ses sympathies à M. McDougall pour les déboires qu'il a éprouvés dans sa chevaleresque excursion au Nord-Ouest.

« Il ne reconnaît à qui que ce soit le droit de le critiquer dans le choix de ses amis. Il n'a pas honte de dire qu'il a invité à sa table ceux qui étaient venus ici sous l'autorité de Sa Majesté la Reine.»

Le Bill des élections est retiré et les seules mesures dont le gouvernement pressera la passation à cette session sont celles relatives à la cour suprême, au Nord-Ouest et au tarif.

Le Bill proposé sur le Nord-Ouest sera fort acceptable à la population du Bas-Canada, s'il peut devenir loi tel qu'il a été proposé. Il sauvegarde notre position et assure tous les droits et prérogatives de l'élément français qui l'a d'abord ouvert à la civilisation. La presse fanatique du Haut-Canada proclame la mesure exécrable et ne veut y voir que le triomphe des menées cléricales et françaises. C'est bon signe pour nous.

Toutefois, ne nous aveuglons pas : il y a un revers et un triste revers à la médaille. D'après les nouvelles assez accréditées qui circulent, le contingent militaire à être envoyé est considérable ; nous en fournissons les trois quarts et nous devons payer la même proportion des dépenses, l'Angleterre ne contribuant que pour un quart. Le motif de cette détermination est que notre gouvernement consent au transfert et au paiement immédiat du Territoire. Nos lecteurs connaissent à ce sujet notre opinion depuis longtemps exprimée. Notre position financière, l'incertitude de l'état des choses et des esprits à la Rivière-Rouge, mais par-dessus tout les dispositions anti-coloniales du ministre Gladstone nous faisaient et nous font encore, plus que jamais, hésiter devant le coût ruineux d'une telle expédition entreprise et sustentée, pour la plus grande partie, par nos hommes et notre argent. Dans la question des pêcheries, nous avons conseillé de mettre à l'épreuve le bon vouloir de l'Angleterre. Ne serait-il pas opportun d'en faire autant pour l'expédition du Nord-Ouest, comme le conseille M. Cauchon dans des articles que tout le monde a lus ?

Les dernières nouvelles reçues de Londres confirmeraient nos appréhensions et voici les sages réflexions qu'elle suggère à l'honorable président du Sénat à propos du Nord-Ouest :

« Nous traversons évidemment une crise politique et sociale, et malheur à celui qui la rendrait plus violente par ses paroles inconsidérées.

« En face de l'attitude de la mère-patrie, par rapport à ses colonies et le Canada en particulier, je demandais à nos hommes d'Etat de dénoncer, pour nous, franchement et directement, le nœud de la situation. J'exprimais un malaise universellement senti, et j'indiquais des conséquences évidentes pour tout le monde. Les paroles de M. Gladstone qui nous sont arrivées par le câble atlantique ne viennent que trop corroborer nos appréhensions et me donner péniblement raison. Il a parlé de séparation, et il est évident que c'est à cela qu'il nous prépare, et c'est pour cela qu'il veut nous accoutumer à supporter seuls le fardeau de la défense nationale. Cet homme clairvoyant sait bien où il nous pousse ; mais il appartient à l'école du pound, shilling and pence, et pour lui, mieux vaut mille fois le sacrifice du Canada qu'il regarde comme un fardeau, que la guerre avec les Etats-Unis, lesquels doivent aux capitalistes anglais au-delà de deux cents millions de louis sterling, et avec qui la Grande-Bretagne fait annuellement un commerce colossal. Voilà pour lui et pour son gouvernement la mesure vraie de l'affection maternelle de l'Empire pour ses colonies, et voilà, dans le fait, l'explication, un peu tardive, de toutes les humiliantes concessions faites aux Etats-Unis par tous les hommes d'Etat anglais, au détriment du Canada, depuis un grand nombre d'années. Avons-nous besoin de nous demander maintenant où nous allons avec la rapidité du coursier piqué des deux ? »

En résumé, nous n'hésiterions pas à accuser le gouvernement de témérité s'il expédiait au Nord-Ouest une force armée dépassant les besoins d'une simple police intérieure sans provoquer au préalable une déclaration explicite des intentions de la mère-patrie à notre égard, et une promesse de subvenir aux frais nécessités pour la soumission, si besoin, de tout élément rebelle à notre autorité dans le Nord-Ouest.

Mercredi, 4 Mai.—Dans l'après-midi, on fit peu de chose d'important. Quelques questions posées au gouverne-

ment et une discussion à peu près inutile sur l'indemnité seigneuriale accordée aux Cantons de l'Est, indemnité que M. Wood veut à tout prix réduire de 25 pour cent, firent tous les frais de la première partie de cette séance. Tout l'intérêt se concentre sur la séance du soir, où fut proposée la seconde lecture du Bill organisant.

## MANITOBA.

Sir John se prévalut de la seconde lecture de ce bill pour signaler les changements faits dans la mesure, qui n'était pas encore imprimée lors de la première lecture. Voici ces changements : 1o nouvelle délimitation de frontière de façon à comprendre dans Manitoba la petite colonie de Portage de Laprairie, qu'on avait d'abord maintenue sous le contrôle du gouvernement Fédéral ; 2o augmentation proportionnelle dans les subsides d'abord basés sur une population de onze mille âmes, portées, par l'extension de frontières, à dix-sept mille âmes ; 3o la réserve des *Métis* au lieu de 1.250.000 acres, sera de 1.400.000. Ce sont les seuls changements fait depuis la première lecture.

La province de Manitoba recevra en outre un subside de 5 pour cent sur \$472.090.00, comme représentant la dette qu'elle n'a pas et que le gouvernement Fédéral serait tenu de prendre à sa charge. Les taxes aujourd'hui imposées seront continuées encore trois ans. De grandes précautions sont stipulées dans le bill pour protéger les intérêts des *metis* et empêcher leurs biens et ceux de leurs enfants de devenir la proie des spéculateurs. Les titres donnés par la Compagnie de la Baie d'Hudson sont confirmés.

MM. McKenzie et McDougall critiquent un peu la mesure, que défendit M. Cartier. Toutefois, ce ne fut qu'une légère escarmouche ; le bill venait d'être imprimé et soumis aux députés. C'est à ce propos que fut révélée l'existence d'une lettre du Rév. M. Thibaut, écrite confidentiellement à l'hon. M. Howe, lettre qui constate l'impopularité de M. McDougall, conseille au gouvernement de nommer le Juge Black, Lieutenant-gouverneur de Manitoba, et prétend qu'à l'arrivée du digne prêtre, il existait à la Rivière-Rouge un fort courant annexioniste.

## ESTIMES SUPPLEMENTAIRES.

Les estimés, nécessités par l'appréhension d'une mission fénienne et pour l'organisation du Nord-Ouest, sont assez ronds et vont provoquer de vifs débats. Un item de \$220.000.00, pour la mélice, a soulevé, mercredi (4 mai) de fortes récriminations contre le gouvernement Impérial et celui de Washington qui nous laissent exposés aux menaces de Fénians et nous entraînent par là dans des dépenses énormes.

Jeudi, 5 Mai.—L'item de \$1.460.000.00 pour l'ouverture du Nord-Ouest et défrayer les dépenses de l'expédition militaire projetée, a été le signal d'une véritable tempête qui a assailli le vaisseau de l'état et l'a conduit sur le bord de l'abîme,—le naufrage. MM. Holton et Dorion combattirent vigoureusement la demande du gouvernement, prétendant qu'on ne pouvait voter une telle somme les yeux fermés et sans plus d'informations ; ils furent secondés par MM. Jones, Galt, McKenzie et Masson, (de Soulages) ; ce dernier, lui, est complètement opposé à toute expédition militaire dans le Nord-Ouest comme parfaitement inutile et tout-à-fait ruineuse. Suivant lui, le Nord-Ouest est déjà tout pacifié, Riel va le quitter, et grâce à Mgr. Taché, la paix n'y sera plus troublée. La discussion sur cet item a été ajournée, sans laisser beaucoup de clarté sur le sujet. Le gouvernement s'est maintenu dans la réserve et n'était pas prêt à fournir les renseignements demandés. « Si c'est une expédition de guerre, nous ne donnerons pas ces détails, car ce serait avertir et servir l'ennemi, » telle a été, en résumé, la substance des réponses du gouvernement.

## ENCORE UNE GUERRE DE TARIF.

On passe ensuite un bill de M. Hinck sur le tarif. M. Dorion est opposé à tout impôt sur les objets de première nécessité et propose qu'un Comité soit nommé pour s'enquérir s'il n'y aurait pas moyen de réduire les dépenses publiques de façon à dispenser le gouvernement de recourir à cet impôt ; 55 ont voté pour cette motion repoussée par 86.

M. Workman député de Montréal-Centre, propose qu'il n'est pas de l'intérêt public de taxer la houille, le charbon, le froment et la farine. Pas de discussion, mais un vote qui est presque une défaite pour le gouvernement : 66 pour la motion Workman, rejetée par 75, ne laissant ainsi au Cabinet qu'une majorité de 9.

Le bill de Manitoba fut ensuite repris et subit sa deuxième lecture sans opposition.

## PÊCHERIES ET USURE.

Vendredi, 6 Mai.—On lut dans la séance un message du gouverneur, annonçant que l'Angleterre a envoyé « dans les eaux Canadiennes une force suffisante pour protéger les pêcheries et maintenir l'ordre. »

C'est là une nouvelle dont tout le monde se réjouira. Il est à regretter que la métropole n'ait pas aussi bien compris son devoir dans l'expédition du Nord-Ouest.

Il se fit, dans cette séance, beaucoup de motions et de contre-motions plus ou moins absurdes au sujet de l'usure, sans qu'on pût en arriver à un résultat définitif.

Samedi, 7 Mai.—Reprise des débats sur le Bill de la Manitoba. Rien de neuf et qui vaille la peine d'une reproduction. Il nous suffira de constater que M. McKenzie et les siens ne veulent pas du bill et s'acharnent à défendre ce pauvre McDougall avec presque autant de zèle que celui-ci en met à se détruire. L'Hon. M. Archibald s'aperçut vite que les *Grits* ne faisaient que du fanatisme contre les *metis* français et catholiques.

« On paraît craindre, dit-il, la prédominance des canadiens-français ; s'ils la gagnent par leur activité et leurs intelligences, cela est digne de louange ; d'ailleurs, la race canadienne-française est égale sous ce rapport à n'importe quelle race. (Ecoutez) »

On voit par là de quel côté le vent souffle du côté des Provinces Maritimes.

J. A. MOUSSEAU.

## COURRIER D'ONTARIO.

Je vous ai dit, dans un de mes derniers courriers, que l'accord qui existe entre le gouvernement Impérial, et le gouvernement canadien, sur les affaires du Nord-Ouest, était de nature à nous rassurer. Les événements me donnent aujourd'hui entièrement raison.

Vous connaissez le projet de loi, soumis à la chambre par Sir John A. Macdonald, lundi dernier. Cette mesure, dont la libéralité frappe tout le monde, est certainement ce que l'on pouvait trouver de mieux pour apaiser les craintes, et calmer les appréhensions, à la Rivière-Rouge.

Elle a été élaborée dans un but manifeste de pacification. Le gouvernement canadien a eu l'intention, on le voit et on le sent, d'écarter tout prétexte de mécontentement, de haine ou de rivalité, afin de faire rentrer probablement dans le devoir les récalcitrants de Fort Garry.

L'opposition trouve le gouvernement trop généreux. M. Mackenzie devrait bien nous indiquer au juste ce qu'il fallait accorder, et ce qu'il fallait refuser. Il me semble pourtant que le *Globe* a toujours prétendu que c'était le despotisme du pouvoir qui avait poussé à la révolte les *metis* de la Rivière-Rouge. Il a toujours prétendu que si on les avait consultés, que si on leur avait offert une part plus large et plus active dans l'administration de leurs affaires, ils eussent été contents et satisfaits.

Le gouvernement propose aujourd'hui de les consulter ; il propose de leur accorder cette part large et active dans les affaires publiques, et c'est le parti dont le *Globe* est l'organe et le représentant autorisé dans la presse, qui jette les hauts cris.

Mais qui est-ce donc que l'on veut alors ? Est-ce la paix ? Le gouvernement la consacre ; car il n'y a pas le moindre doute que la mesure actuellement devant la chambre va faire de tous les *metis* de bons et loyaux sujets. Que Riel le veuille ou non, dès que le système proposé par nos ministres sera appliqué ; dès que la nouvelle province de Manitoba aura pris existence, et que son organisation politique et administrative aura été exécutée, toute trace d'irritation disparaîtra du territoire du Nord-Ouest.

C'est l'opinion de tous et de chacun, et il est impossible que M. Mackenzie et ses collègues de la gauche n'en soient pas eux-mêmes convaincus.

Mais, alors, pourquoi crient-ils ? Pourquoi ont-ils accueilli si mal le projet du gouvernement ? Pourquoi prennent-ils de grands airs indignés pour dénoncer des concessions qu'ils appellent déshonorantes ?

Je vous demande s'il peut y avoir déshonneur à donner satisfaction à des vœux que le *Globe* a toujours déclarés les plus légitimes du monde.

On dirait que M. Mackenzie a fermé son esprit à toute réflexion, depuis les assemblées tumultueuses de Toronto, et des autres cités haut-canadiennes. Il semble qu'il a encore en tête toutes les déclamations qui y ont retenti, et que c'est sous l'empire de leur folle excitation qu'il juge la politique ministérielle à l'endroit du Nord-Ouest.

Les indignation meetings qui sont d'ordinaire parfaitement inoffensifs ont eu leur moment, leur actualité ; mais ce moment est disparu. C'est aujourd'hui l'heure de la réflexion, et la réflexion nous enseigne que c'est la paix, et non la guerre qu'il nous faut au Nord-Ouest. S'il est entré au cœur de quelques fanatiques *enclaurgrittés* d'exterminer les *metis* de la Rivière-Rouge, qu'ils tâchent de cuver dans la solitude leur colère impuissante et leur rage inassouvie. Nous n'exterminerons point les *metis*. Le gouvernement Impérial ne le veut point ; le gouvernement canadien ne le veut point ; la masse du peuple canadien ne le veut point. Nous irons au Nord-Ouest, mais nous irons en pacificateurs. Tant pis si ça ne fait pas l'affaire de Son Excellence M. McDougall. Tant pis si M. Mackenzie en éprouve du dépit. Tant pis si les fanatiques des indignation meetings n'y trouvent point leur compte.

Le gouvernement Impérial veut que les *metis* soient ramenés au sentiment de la loyauté et de la fidélité par des mesures pacifiques, et non par des mesures de rigueur. De sorte que, lors même que notre gouvernement eût été porté à subir l'influence de l'excitation populaire qui règne encore aujourd'hui dans certains quartiers de la Province d'Ontario, il eût été ramené à la raison, et au sens du devoir et de la bonne politique par les conseils et les enseignements venus d'au-delà l'Atlantique. J'ai toujours cru que telle serait l'idée de l'Angleterre sur cette question du Nord-Ouest ; et c'est pour cela que j'ai été complètement rassuré sur les intentions de notre gouvernement, le jour où il fut annoncé en Chambre par Sir John que les mesures à prendre seraient prises de concert, et avec l'approbation du gouvernement Impérial.

Si messieurs Mackenzie et McDougall avaient le pouvoir en mains, il ne leur serait peut-être pas donné de faire tout le mal qu'ils semblent rêver. Malgré leurs grands airs provocateurs d'aujourd'hui, ils seraient tenus d'en passer par la volonté du gouvernement de la mère-patrie.

La palme de la violence, en ce débat, restera à M. McDougall. C'est lui qui s'est constitué le dénonciateur du clergé catholique du Nord-Ouest, et il l'a fait en termes si peu mesurés, qu'il a fait descendre l'indignation au cœur de plusieurs